



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »

Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 19 mars 2018

Le 22 mars et après : les travailleurs doivent montrer leur force collective

Ordonnances travail ; suppression progressive des emplois aidés ; baisse de l'APL, augmentation de la CSG ; hôpitaux, écoles et collectivités à la diète... Depuis que Macron est au pouvoir, il a enchaîné les attaques contre le monde du travail. Tout cela, sans rencontrer de véritable opposition.

Maintenant, il veut s'attaquer aux travailleurs de la SNCF, c'est-à-dire à leur sécurité d'emploi, à leur salaire et à leur retraite. Puis il projette de s'en prendre aux retraites de tous et de saigner la fonction publique en supprimant 120 000 emplois.

À côté de cela, les profits du CAC 40 ont dépassé les 93 milliards d'euros. Les actionnaires encaissent des dividendes en hausse de 10 ou 20 %. Bernard Arnault a vu sa fortune augmenter de 20 milliards au cours de l'année 2017, soit 38 000 euros chaque minute !

Eh bien, pour les travailleurs, la coupe est pleine !

L'opposition du monde du travail doit s'exprimer massivement. Le 15 mars, les retraités et les personnels des Ehpad ont manifesté leur colère. Jeudi 22 mars, ce sera la première étape de la mobilisation des cheminots. Et de nombreux autres travailleurs descendront dans la rue à l'appel des syndicats de la fonction publique, des hôpitaux, de la RATP, des télécoms et d'EDF. Il faut que cette journée soit réussie.

Cela fait des décennies que le grand patronat attaque les emplois, les salaires et les conditions de travail et d'existence de la majorité de la population pour continuer de s'enrichir, malgré la crise de son économie. Il l'a fait avec la bénédiction et l'aide de tous les gouvernements qui se sont succédé et le fait aujourd'hui avec Macron.

Si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à tout cela, où en serons-nous dans cinq ou dix ans ? Quelle sera la vie de nos enfants ? Il faut que la journée du 22 mars soit une démonstration de force qui conforte tous ceux qui veulent se battre.

Car, après cette date, il y a la suite. Le 23 mars, les salariés d'Air France seront en grève pour leur salaire. À la fin du mois, ce seront les salariés de Carrefour qui se battent contre un plan de licenciements. Quant aux syndicats cheminots, ils ont annoncé la grève à la SNCF à partir du 3 avril.

Le bras de fer entre les cheminots et Macron aura une importance majeure dans les prochaines semaines. Au-delà des calculs des appareils syndicaux, beaucoup

de cheminots savent que pour l'emporter, ils devront jeter toutes leurs forces dans la bataille. En effet, la grève à l'économie n'existe pas. Et quels que soient les problèmes que cette grève nous posera en tant qu'usagers, soyons-en solidaires.

Car le combat qui commence à la SNCF est aussi le nôtre. En s'attaquant aux cheminots, Macron veut mettre au pas l'ensemble de la classe ouvrière et dégager la voie pour de nouvelles attaques. Eh bien, il faut faire bloc derrière et avec les cheminots.

En 1995, les cheminots avaient gagné parce qu'ils avaient l'opinion ouvrière avec eux, parce qu'ils avaient eu le soutien moral et actif de l'ensemble du monde du travail. Ce doit être le cas aujourd'hui.

La stratégie de tous les patrons, comme du gouvernement, est d'attaquer les travailleurs catégorie par catégorie. C'est de les dresser les uns contre les autres : le privé contre le public, les travailleurs en intérim ou en CDD contre les CDI, les chômeurs contre les salariés, les actifs contre les retraités. Refusons ce piège grossier.

Au salon de l'agriculture, Macron avait expliqué : « *Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite, et de l'autre avoir un statut cheminot et ne pas le changer* ». Quelle hypocrisie ! La semaine dernière, ce même Macron a bloqué la revalorisation des retraites agricoles au Sénat. Se servir de la misère des uns comme alibi pour faire reculer tout le monde : voilà la politique du gouvernement !

Puisqu'il est question de « privilèges », regardons ceux qui ne font rien de leurs dix doigts, si ce n'est parasiter le travail de dizaines, de centaines de milliers de femmes et d'hommes. Regardons ceux qui nous exploitent au point que leur fortune dépasse parfois celle de certains États. Et demandons-leur des comptes car les actionnaires qui constituent les dynasties bourgeoises ne sont pas seulement responsables de l'appauvrissement de la majorité, ils jouent notre peau et l'avenir de l'économie au casino de la spéculation.

Pour nous faire respecter, il faut renouer avec les luttes et s'appuyer sur ceux qui se battent. Et puisque Macron a déclaré la guerre aux cheminots, faisons tout pour qu'ils l'emportent, et que cela ouvre la voie à une contre-offensive du monde du travail. Le 22 mars, affirmons que nous sommes tous des cheminots et redécouvrons, ensemble, notre force collective.

On n'est pas là pour jouer aux cartes

Depuis un an qu'on nous en parle, la nouvelle carte de service est arrivée. Et beaucoup d'entre nous ont été bloqués au tourniquet.

Avec une telle efficacité, l'usine du futur n'est pas pour demain.

On échange ?

Les actionnaires vont empocher 480 millions de dividendes pour 2017, un dividende en hausse de 10,4%.

Pour nos salaires, c'est 1,5%. Sans commentaire.

Tavares distribue la petite monnaie

PSA a déclaré 2,358 milliards d'euros de bénéfices pour 2017 en plus du rachat d'Opel. 120 millions vont nous être distribués en intéressement.

Ça laisse plus de 2,2 milliards dont Tavares et les actionnaires vont disposer à leur convenance.

Ils se réservent la galette, mais les miettes ne nous suffisent plus.

Augmenter les salaires ? Y'a de la marge !

PSA a battu en 2017 son record de « marge opérationnelle » : 6,1%, plus que l'objectif fixé.

La marge opérationnelle, c'est la mesure de ce que gagne PSA par rapport à son chiffre d'affaires. En clair, ça veut dire plus de gains et moins de dépenses en particulier sur les salaires.

L'autre nom de la marge opérationnelle, c'est « *marge d'exploitation* ». Ça a l'avantage d'être plus clair.

Augmenter tous les salaires !

Les 18 dirigeants du groupe PSA vont toucher 22 millions d'euros.

Les actionnaires ont choisi de les augmenter de 29% par rapport à 2016 pour les remercier d'avoir augmenté les profits sur notre dos : en augmentant les cadences, en imposant des horaires à rallonge, en licenciant...

Des embauches et des hausses de salaires... il faudra les imposer aux guignols qui se goinfrent en nous expliquant qu'il n'y a pas à manger.

L'assurance qu'ils se fichent de nous

Aon, PSA et les syndicats signataires du NEC, proposent une nouvelle assurance à des tarifs avantageux, disent-ils, pour augmenter notre pouvoir d'achat. Se-reine Assur qu'elle s'appelle.

On les assure qu'on serait plus serein avec de vraies augmentations de salaire.

Fabricants de chômeurs

Dans le dernier *Metz Mag*, le journal de la ville, le directeur du Pôle, fait cette déclaration touchante : « *Nous travaillons tous ensemble au bénéfice de l'emploi : acteurs économiques, élus et service de l'État* ».

Si on « travaillait » comme cela, on aurait été licenciés depuis longtemps : PSA a supprimé depuis 10 ans plus de 1 000 emplois sur chacun des sites du Pôle.

Les emplois transformés en profits... ou faire l'inverse ?

L'an dernier, l'industrie automobile a encore supprimé des milliers de CDI. Au total, 113 000 emplois supprimés dans la filière automobile depuis 2004.

Nos emplois ont été transformés en profits. Il y a urgence à faire l'inverse.

Rien que les profits des entreprises du CAC 40 permettraient de donner un salaire à 3,5 millions de chômeurs.

Diviser pour régner

Tous ceux qui expliquent que les cheminots sont des « *privilegiés* » le font au nom des chômeurs, des exclus, des précaires.

Mais c'est la direction de la SNCF, en supprimant plus de 100 000 emplois depuis les années 1980, qui a contribué à augmenter les chiffres du chômage.

La réforme Spinetta, en permettant de licencier plus facilement les cheminots, ne pourrait qu'aggraver encore la situation. Et ce qui leur serait pris n'irait pas dans nos poches mais dans celles des capitalistes.

Ceux qui sont « dorés », ce sont les capitalistes et les banquiers

Un député LREM a déclaré que les retraités faisaient partie d'une « *génération dorée* », comparés aux retraités des générations d'avant ainsi qu'à ceux des générations à venir.

Ces députés, qui ont voté la suppression de l'ISF, osent traiter les retraités de « *génération dorée* ». Si certains vivent bien, une grande partie vit avec des retraites misérables.

Opposer jeunes aux vieux, précaires aux CDI, public au privé, les français aux étrangers... c'est le fond de commerce des gouvernants au service des riches.

Nous avons tous les mêmes intérêts.

Venons le dire lors de la journée de grève de la SNCF à la manifestation de toute la fonction publique, jeudi 22 mars à 14h Place de la Gare à Metz.